

### Que cherche-t-il Trump dans son conflit avec la Chine ?

La soi-disant "guerre commerciale" déclenchée par Trump contre la Chine ouvre toute une série de questions et de débats : quelle est l'ampleur réelle de ce conflit ?, s'agit-il essentiellement d'une "guerre" pour la technologie ?, ou d'une sorte de "guerre froide" des États-Unis pour empêcher la Chine de devenir, en quelques années, la puissance capitaliste dominante dans le monde ?, la Chine sera-t-elle "attaquée" par l'impérialisme ?

Miguel Sorans, dirigeant d'Izquierda Socialista -FIT d'Argentine et de l'UIT-QI. Revue Correspondance Internationale N° 43. Août 2019.

Certains auteurs de gauche vont jusqu'à dire que Trump et les États-Unis ne pouvaient s'imposer à la Chine que par la force militaire. Certains secteurs de la gauche réformiste (anciens staliniens, castristes ou chavistes) considèrent également qu'il y aurait quelque chose de "progressiste" dans ce conflit, en faveur de la Chine qui chercherait prétendument "un monde multipolaire" affaiblissant l'impérialisme Yankee.

Notre courant socialiste rejette toute vision apocalyptique comme si elle pouvait être un choc irréconciliable qui pourrait même nous rapprocher à une troisième guerre mondiale. Nous ne pensons pas non plus qu'il puisse y avoir quoi que ce soit de progressiste de la part de la Chine. Nous considérons que la soi-disant "guerre commerciale" entre les États-Unis et la Chine fait partie, logiquement la plus remarquable, de toutes les frictions et affrontements inter-bourgeois qui se sont aggravés dans le monde, fruit de la poursuite de la crise économique mondiale capitaliste ouverte en 2007/2008. Dans ce cas, il s'agit d'un fort conflit entre les intérêts économiques de la puissance impérialiste dominante (les États-Unis) et de la deuxième puissance capitaliste en pleine croissance (la Chine).

### Trump et ses "guerres commerciales

La crise capitaliste est globale et est à l'origine de ces chocs économiques ou commerciaux. C'est pourquoi il y a plus des « guerres commerciales » que celle avec la Chine, bien au

contraire Trump a lancé plusieurs "guerres commerciales". D'abord il a commencé, en 2018, avec l'Union européenne (UE) et le Canada imposant des droits de douane élevés sur les importations d'acier et d'aluminium ainsi que d'autres produits industriels en provenance de ces pays, afin de réaliser son slogan électoral de « D'abord, L'Amérique ». Ensuite, il s'est opposé au Mexique pour l'obliger à conclure un nouvel accord de libre-échange. En juillet, il a lancé une autre "guerre" menaçant le président Macron de sanctions contre le vin français, s'il ne renonçait pas à la "taxe Google", une taxe sur les multinationales américaines (Amazon, Google, Apple et Facebook) dont le chiffre d'affaires annuel en France dépasse 750 millions d'euros. Trump assume la défense des profits de ses multinationales en France et dans le monde. Comme il soutient également le conservateur Boris Johnson, premier ministre du Royaume-Uni, qui veut avancer quoi qu'il en soit avec le Brexit, c'est-à-dire avec la rupture avec l'UE, une autre des "guerres" commerciales en cours.

Trump développe une lutte pour la défense des intérêts de l'impérialisme américain au milieu d'une crise brutale du système capitaliste-impérialiste. Elle cherche à défendre ses multinationales et à essayer d'équilibrer ses faiblesses sur le marché mondial. Il menace avec le bâton et cesse avec la politique de la carotte de la négociation. Cette absence de reprise de la crise a été ratifiée par les données et prévisions du FMI lui-même. Dans son rapport "Perspective de l'économie mondiale", il dit : "Dans le contexte international, le FMI était également pessimiste : il a réduit d'un dixième ses prévisions de croissance mondiale pour 2019, à 3,2 % (...) la croissance prévue pour 2020 est fragile" (Datos Clarín, Argentine, 27 juillet). Depuis des années, la Chine a cessé de croître à deux chiffres : sa croissance annuelle se situe entre 6 et 6,2 %.

Les causes profondes de l'absence de reprise de la crise aiguë de l'économie capitaliste sont dues au fait que l'impérialisme et les multinationales, ainsi que le FMI dans son ensemble, sont incapables d'imposer aux masses et aux pays les mesures dont ils auraient besoin pour exploiter et piller. L'autre pôle de la situation mondiale est la progression des rébellions populaires et des mouvements de masse contre les ajustements, contre les gouvernements et les régimes. C'est le principal obstacle que Trump, la dictature capitaliste du Parti communiste en Chine et les multinationales de toute la planète doivent surmonter la crise chronique dans laquelle ils sont plongés.

## Que cherche-t-il Trump dans son conflit avec la Chine ?

Il y a ceux qui disent que l'objectif de Trump dans sa "guerre économique" avec la Chine serait de l'empêcher, dans quelques années, de devenir la puissance capitaliste dominante, en

déplaçant les États-Unis. Il y a beaucoup d'analystes qui partagent cette vision.

Nous excluons que ce soit l'objectif de Trump. Parce que, pour l'instant, il n'y a aucune condition pour que la Chine devienne, dans les prochaines années, une puissance supérieure aux États-Unis et, par conséquent, la puissance dominante dans le monde. Malgré la crise, les États-Unis continuent d'être de loin la première puissance mondiale. C'est l'impérialisme hégémonique et dominant. C'est vrai que la Chine a progressé ces dernières années et occupe la deuxième place, derrière les États-Unis dans le PIB mondial (produit intérieur brut, le total de ce qui est produit dans un pays). Il est également vrai que ces dernières années, la Chine a déplacé le Japon et l'Allemagne de la deuxième et de la troisième place, respectivement. En 2008, nous avons souligné que la Chine était la septième puissance économique mondiale, aujourd'hui c'est la deuxième (voir Note de Correspondance Internationale N°25. février 2008. [www.uit-ci.org](http://www.uit-ci.org)). Et il n'est pas exclu que, dans les décennies à venir, la Chine puisse dépasser les États-Unis en termes de PIB. Mais elle n'est pas seulement mesurée par le PIB, une puissance dominante dans le monde.

En ce qui concerne le PIB, nous devons tenir compte de la particularité de ce qu'est la Chine. C'est le plus grand pays avec la plus grande population de la planète, avec 1.400 millions d'habitants. Les États-Unis en ont 327 millions. La population de la Chine représente 20 % de la population mondiale. Cela lui confère un potentiel productif exceptionnel. Mais, dans d'autres domaines, il est clair que les États-Unis se situent confortablement au-dessus de la Chine et du reste des pays du monde. Il suffit de comparer, par exemple, le revenu par habitant en 2018 : alors qu'il était de 62.850 dollars aux États-Unis, il était de 9.470 dollars en Chine. Inférieur, même, à celui des pays les plus en retard, comme l'Argentine, qui s'élevait à 12.370 dollars. De plus, si nous comparons la puissance militaire, la différence est épouvantable. Dans le classement des 100 plus grandes multinationales du monde, 53 viennent des États-Unis et 11 de Chine. Et nous pourrions donc continuer avec d'autres chiffres.

En réalité, Trump cherche, à l'image de la crise et de la décadence de l'impérialisme américain, à arrêter la Chine afin de favoriser ses multinationales et son capital financier. Pour cette raison, elle a aussi lancé une offensive contre les grandes multinationales de l'impérialisme européen et du Canada, afin de parvenir à des accords en faveur de leurs entreprises. Dans le cas particulier de la Chine, Trump insiste pour que les multinationales et la capitale financière nord-américaine bénéficient d'une plus grande ouverture que celle qui existe depuis de nombreuses années dans ce pays. Et conditionner les avancées technologiques chinoises reconnues dans le domaine de la téléphonie mobile. Mais toujours en fonction de la limitation de la concurrence des multinationales chinoises avec les Yankees. En raison de l'héritage de l'expropriation de la bourgeoisie lors de la révolution de 1949, les entreprises et les banques publiques ont encore un grand poids. Le système financier chinois a encore une forte prédominance étatique et mixte. Selon les règles actuelles, une banque, par exemple, ne peut

pas avoir une participation majoritaire étrangère. "Aujourd'hui, les entreprises étrangères détiennent moins de 2 % des actifs du secteur bancaire" (La Nación, Argentine, 11/7/19). Trump et l'impérialisme européen veulent changer ce situation. En outre, "la Chine compte environ 150.000 entreprises d'État. C'est un montant infime comparé au nombre total d'entreprises qui existent dans le pays, mais son poids est écrasant " (El País, section Affaires, 28-5-19).

Et en cela, l'impérialisme a fait des progrès. La Chine a progressivement reculé et acédé aux pressions des États-Unis. Le président Xi Jinping par exemple, en avril 2018, en pleine "guerre économique", a annoncé une plus grande ouverture des investissements étrangers. Parmi ses points les plus marquants, il souligne qu'il y aura " une majorité immédiate de capitaux étrangers dans les sociétés boursières chinoises et que dans trois ans, toutes sortes de restrictions sur les investissements étrangers seront éliminées " (note de l'analyste Jorge Castro, Clarín, Argentine, 15 avril 2018). Il commencerait dans l'industrie. Il a également annoncé l'ouverture de la réglementation des télécommunications et qu'il n'y aurait plus de restrictions sur les investissements étrangers dans la santé privée. Il en va de même pour l'éducation, étant donné qu'en Chine, il existe déjà 14 universités privées, dont une branche d'Harvard.

Ce sont des choses qui cherche l'impérialisme. C'est là l'essence de la soi-disant "guerre économique" et non une confrontation profonde ou une rupture totale avec la dictature chinoise.

### **La Chine : ennemi inconciliable des États-Unis ou allié capitaliste stratégique ?**

Les faits montrent que la Chine n'est pas un ennemi inconciliable des États-Unis, mais qu'elle s'est d'abord développée en tant que puissance capitaliste, parallèlement à une forte injection d'investissements directs étrangers et surtout des multinationales américaines.

Deuxièmement, la dictature du Parti communiste chinois est essentiellement un allié des États-Unis sur un point essentiel : la nécessité de continuer à exploiter la classe ouvrière mondiale. Et en particulier au prolétariat et au peuple chinois, de donner les plus hauts quotas d'exploitation qui garantiront les super profits des multinationales et des banques internationales. C'est pourquoi, dans les pays où la Chine investit dans les infrastructures ou les travaux miniers, ce régime de super-exploitation est transféré. Ce régime est soutenu par les gouvernements capitalistes d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie.

En fait, Les États-Unis, l'UE, la Chine et le Japon font partie d'un front contre-révolutionnaire contre les masses du monde afin de les surexploiter. Cela se reflète aussi dans la superstructure institutionnelle, dans des événements comme le G7, le G20, l'assemblée générale des Nations Unies, le FMI, l'Organisation mondiale du commerce (que la Chine a intégrée depuis des décennies, confirmant qu'elle est déjà une économie capitaliste). Dans ces événements, les plans d'exploitation et de pillage des peuples pour tenter de sortir de la crise que connaissent les grandes puissances sont convenus et acceptés.

L'autre grand point d'accord entre les États-Unis et la Chine, ainsi qu'avec l'Union européenne, le Vatican et le Japon, est le soutien sans restriction à la dictature du Parti communiste chinois. Pour eux, c'est une garantie de stabilité que de poursuivre leurs plans de super-exploitation pour leurs multinationales comme pour toute entreprise capitaliste installée en Chine.

Tout cela ne veut pas dire qu'en tant que grand pays capitaliste et partisan de sa propre bourgeoisie chinoise, il n'a pas ses frictions, ses affrontements économiques et ses différends dans le cadre d'une crise mondiale du capitalisme. Sans aucun doute, le régime dirigé par Xi Jinping défend les intérêts d'une grande bourgeoisie chinoise qui s'est formée dans le processus de restauration capitaliste des dernières décennies. Parmi eux se trouvent des groupes multinationaux privés comme Alibaba, Lenovo, Huawei ou ZTE.

### **Trump et ses contradictions avec la "guerre économique"**

Les allées et venues de Trump dans ses "guerres économiques" montrent la faiblesse de l'impérialisme. Dans le cas de la Chine, cela a entraîné une division au sein de la grande bourgeoisie américaine et des grands groupes économiques liés au commerce extérieur et à ses multinationales.

La Chine a réagi aux droits de douane de Trump en imposant des droits élevés sur les importations de soja des États-Unis. Face à cela, les grands producteurs de soja ont augmenté ses réclamations à Trump. Le gouvernement de Trump a donc dû accorder au secteur agricole une aide de "16 milliards de dollars pour atténuer les effets du différend commercial avec la Chine" (Clarín, 28/4/2019). Quelque chose de semblable s'est produit avec d'autres multinationales américaines qui produisent en Chine et exportent aux États-Unis. Par exemple,

" plus de 170 entreprises, dont les multinationales Nike et Adidas, ont exigé que Trump retire les chaussures de la liste des produits chinois, dont les importations dans le pays pourraient être affectées par des tarifs de 25 % " (Clarín, idem).

### **Le conflit avec Huawei**

En grande partie de l'année 2019, le centre du conflit déclenché par Trump a été lié à la société de téléphonie cellulaire Huawei, la première société chinoise de téléphonie cellulaire. Huawei est la deuxième entreprise mondiale de vente de téléphones cellulaires, après Samsung en Corée du Sud. Ce conflit montre aussi les contradictions dans lesquelles Trump et la Chine sont submergés.

Il y a ceux qui disent que c'est une guerre pour "la maîtrise de la technologie". Et que la Chine pourrait mettre en danger la suprématie technologique des États-Unis. Nous considérons qu'il y a là aussi des exagérations. Même par Trump lui-même a arriver à exagérer jusqu'au point d'accuser Huawei de "mettre en danger la sécurité nationale", d'"espionnage", etc.

Les avancées technologiques de la Chine capitaliste sont indéniables. L'un de ces aspects est la question de la téléphonie mobile et de la 5G. Mais il n'est pas réel que la Chine est sur le point de surpasser les États-Unis dans la question technologique mondiale. Il n'est pas vrai non plus qu' Huawei soit le seul à maîtriser la technique 5G. Cinq sociétés développent la 5G, parmi lesquelles les Chinois Huawei et ZTE. Mais la Corée du Sud avec Samsung, la Suède avec Ericson et la Finlande avec Nokia sont poursuivi son avancée en ce domaine.

Il faut donc reconnaître que la Chine a fait des progrès ces dernières années en matière de développement technologique, mais il s'agit d'un développement inégal, puisqu'il ne peut atteindre le même niveau que les États-Unis. La Chine a l'avantage de son retard, donc elle a fait un gros investissement concentré et a progressé dans la téléphonie mobile, elle a aussi pris des mesures dans le cyberspace ou la robotique, mais globalement elle est loin derrière les États-Unis.

L'analyste international Jorge Castro, un admirateur de Trump et du régime chinois, reconnaît la terrible inégalité technologique entre les États-Unis et la Chine. Castro souligne que "[les

États-Unis surpassent la Chine de 10 à 1] dans la recherche fondamentale en intelligence artificielle, et son pool de talents atteint 850.000 chercheurs, alors qu'il y en a 50.000 en République populaire " (Clarín, 21/3/19).

Le même exemple d'Huawei, et au-delà de son potentiel reconnu mondialement, montre qu'il n'a pas d'indépendance technologique vis-à-vis des États-Unis. Au contraire, la Chine compte beaucoup sur les composants nord-américains pour assembler ses téléphones mobiles. Par exemple, "les puces et logiciels américains alimentent les serveurs centraux chinois. En fait, la Chine a permis à Apple, Oracle, Intel, Qualcomm et à d'autres grands noms de la technologie d'augmenter considérablement leurs revenus. Et dans une large mesure, la Chine n'avait pas le choix car elle n'avait pas la capacité de produire ces composants " (La Nación, Argentine, 21/5/19).

Il y a une interrelation, puisque ces multinationales nord-américaines ont Huawei, ZTE et d'autres entreprises chinoises comme gros acheteurs pour les composants de leurs téléphones cellulaires. Il y a donc une intégration productive, une unité entre les États-Unis et la Chine, pas une indépendance. Huawei dépend des États-Unis et en même temps, la nord-américaine Apple dépend de son usine en Chine. Par exemple, la société américaine Broadcom, qui fabrique des puces, prévoit une baisse de 2 milliards de dollars de son chiffre d'affaires en 2019, en raison de la politique de Trump. Ainsi, en juin, plus de 500 entreprises américaines ont demandé à Trump, par lettre, de mettre fin à la prétendue "guerre commerciale". Parmi les entreprises signataires figurent Walmart, Levi, GAP et 650 autres entités américaines (données Clarín, 15-6-19). C'est pourquoi, lors de la réunion du G20 fin juin au Japon, Trump a dû s'asseoir avec Xi Jinping et établir une trêve sur le conflit Huawei, que l'on peut appeler la "trêve d'Osaka".

Bien sûr, il y aura toujours de nouveaux affrontements et de nouvelles frictions entre les États-Unis et la Chine et leurs entreprises, mais le véritable cadre de travail de Trump et de Xi Jinping est la recherche d'accords entre les États-Unis et la dictature chinoise, pour équilibrer les affaires communes.

### **L'avenir de la Chine en tant que puissance capitaliste**

Les perspectives et les résultats du développement économique que la Chine pourrait connaître dans les années à venir sont étroitement liés non seulement aux questions économiques et aux

pactes avec les multinationales et les États-Unis, mais aussi à la lutte des classes en Chine et dans le monde.

C'est précisément ce facteur qui est nié par la plupart des analystes internationaux. Le "miracle chinois" a toujours été considéré comme une démonstration du progrès que le capitalisme peut apporter. L'invasion sans précédent de l'investissement étranger au cours des 20 à 30 dernières années a été un facteur déterminant. Mais le "miracle chinois" repose essentiellement sur la surexploitation de millions de travailleurs en Chine, avec des salaires en dollars 30 ou 40 fois inférieurs à ceux des métropoles. Cela a permis une accumulation capitaliste, un enrichissement et un profit spectaculaire des multinationales et de la nouvelle bourgeoisie chinoise elle-même qui émergeait dans la chaleur de l'ouverture au capitalisme.

La réalité de la Chine montre que le capitalisme, en tant que grand "progrès" et modernité, se limite à une classe supérieure et moyenne, un secteur de 300 ou 400 millions. Cette bande comprend non seulement les nouveaux oligarques et hommes d'affaires chinois, mais toute la bureaucratie de l'appareil politique et militaire du PC chinois. Mais la Chine est un pays de 1,4 milliard d'habitants. Il y a donc une inégalité que l'on ne connaît pas dans d'autres pays. Il y a plus d'un milliard de personnes qui ont une énorme inégalité salariale. Dans les zones rurales, la moitié de la population a des salaires de pauvreté totale. 82 millions qui vivent en dessous du seuil de pauvreté (données de la Banque mondiale 2018), des centaines de millions souffrent de la baisse du niveau des soins de santé et de l'éducation et, fondamentalement, des centaines de millions reçoivent des salaires de misère.

La Chine est une grande puissance capitaliste, un sous-impérialisme dirigé par une dictature stalinienne bourgeoise. Elle s'est construite comme une grande puissance sur ces bases de super-exploitation. Son avenir est donc lié à l'issue de la lutte des classes. C'est précisément le ralentissement ou la stagnation économique que connaît la Chine, non seulement à cause du problème de la crise mondiale, mais aussi parce qu'il y a en Chine un changement de salaire dû au développement des grèves depuis des années.

Dans les grands centres industriels des villes de la côte les grèves "offensives" pour les augmentations de salaire ont augmenté depuis 2010. Avec les protestations des travailleurs, les salaires ont augmenté parce que la dictature et la bourgeoisie ont dû faire des concessions pour éviter la déstabilisation sociale qu'elles craignent. Le triomphe de la grève des travailleurs d'Honda à Guangdong, qui a connu une augmentation de 50 %, est un exemple qui s'est répété dans les zones industrielles. On estime que le salaire minimum industriel dans le Guangdong est de 287 dollars (donnés de 2018), encore très bas comparé au salaire d'un travailleur dans les grandes métropoles. Mais plus élevé que les 60 ou 70 dollars qu'ils ont reçus depuis les années 80 à 90 du siècle précédent. Cela a conduit certaines multinationales plus petites à s'installer dans d'autres pays où les coûts de main-d'œuvre sont moins élevés, comme le Vietnam, le Cambodge ou le Bangladesh.



L'avenir de la Chine est donc étroitement lié à l'issue de cette confrontation sociale. Les grèves qui se poursuivent chaque année (l'année 2018 il y eu a une augmentation de 400 protestations par rapport à 2017), combinées à la rébellion de centaines de milliers de personnes à Hong Kong pour les droits démocratiques, donnent le signal d'alarme jaune. Non seulement pour la dictature chinoise, mais aussi pour les multinationales elles-mêmes et l'impérialisme, car une déstabilisation sociale en Chine entraînerait des changements fondamentaux dans le pays et dans la situation mondiale. Le "miracle chinois" pourrait trébucher ou cesser d'être tel, car il est évident que le régime dictatorial de la Chine est monté sur une cocotte-minute qui, à un moment donné, peut finir par sauter.

En tant que socialistes révolutionnaires, nous nous engageons à soutenir les luttes de la classe ouvrière et de la jeunesse chinoise. Nous avons confiance en cette mobilisation pour mettre fin à la dictature capitaliste et parvenir à un gouvernement des travailleurs et du peuple. Et que les antécédents révolutionnaires de la révolution socialiste, commencée en 1949 avec l'expropriation de la bourgeoisie, peuvent être repris par le mouvement de masse chinois au XXI<sup>e</sup> siècle, pour inverser la restauration capitaliste.